



L'écocritique.

Finançons les énergies renouvelables allemandes (2) !

Pour l'instant, la France bénéficie d'un coût de production d'électricité très bas par rapport à ses voisins européens, ceci grâce au nucléaire dont le coût économique complet serait de 49€/MWh selon la Cour des comptes. Toutes les autres filières, charbon, éolien, biomasse ont des coûts plus élevés compris entre 60 et 100 €/MWh. Le Grenelle de l'environnement a modifié la donne en soutenant l'éolien et le solaire dont les coûts de production sont très élevés, en obligeant EDF à racheter la production éolienne à 83€/MWh, 150€/MWh pour le solaire. Le développement des EnR et son surcoût massif (lignes à haute tension, capacités d'interconnexion, implantation des *smart grids*...) va faire exploser les tarifs. L'essentiel de l'addition sera répercutée sur le consommateur via la contribution au service public de l'électricité (CSPE), qui passera de 9 € en 2011 à 19-20 €/MWh en 2016 [1]. Rappelons que la réduction des émissions de CO₂ espérées par ces deux filières est une illusion, qu'elles augmenteront de par l'intermittence de leur production d'électricité soutenue par le thermique à flamme.

Il serait temps de regarder de plus près l'exemple Allemand pour avoir une idée de ce qui nous attend. Depuis l'arrêt du nucléaire en mars 2011, le pays prend du retard dans ses projets d'énergies alternatives [2]. Seul 1 chantier d'éoliennes offshore sur 25 a abouti. Mal organisée et planifiée, la transition énergétique allemande souffre de l'installation effrénée de moyen de production d'énergie et la lente construction d'un réseau électrique adapté. En 2012, l'Allemagne a supporté un montant record payé pour l'électricité verte de 20 milliards d'euros en ce qui concerne les seules fournitures d'origine renouvelable, soit 2,9 milliards d'euros pour la valeur marchande de l'électricité et **17** milliards d'euros de subventions aux producteurs [3] ! Le surcoût moyen par foyer est estimé à 185 euros/an. En France, le renouvelable coûtera 3,6 milliards d'euros pour 2013, la CSPE pèsera 140 €/TTC/an/ménage pendant 15-20 ans selon la durée des contrats souscrits [3].

Mais ce n'est pas tout. En cas de surproduction d'électricité éolienne et/ou solaire les opérateurs doivent absorber toute cette production pour maintenir l'équilibre du réseau électrique, sinon c'est le black-out assuré. Réduire l'offre et éteindre les centrales thermiques est une piste mais accepter de donner du courant et de l'argent aux pays voisins en est une autre. C'est ce qui s'est passé outre-Rhin le 25 décembre 2012, les prix négatifs sur la bourse de l'électricité ont atteints des « sommets » : -15€/MWh pour les prix fixés la veille, - 473 €/MWh pour les prix infra-journalier, alors que les électriciens se font payer 40-50 € pour 1 MWh produit en temps normal [4]. Autrement dit, les consommateurs allemands payent une fortune pour développer les EnR, continuent à payer une électricité produite au prix fort pour ne pas la consommer tout en donnant de l'argent pour que d'autres l'utilisent ! On imagine sans peine le bazar européen lorsque tout le monde dépendra des EnR.

Malgré tout, les allemands conservent une fois inoxydable en la révolution verte sondage après sondage. Peut-être pas tous les allemands mais les petits malins qui peuvent par exemple, investir au minimum 10 000 € au fond Eolien France Leonidas XI en Champagne-Ardenne. « *Retour sur investissement annuel après impôt progressant de 8-14% pendant les 16 premières années, rendement annuel après impôt de 12-20%, pronostic du bénéfice total de 218% après impôts...* ». La petite annonce informatique personnalisée précise que « *ce serait un avantage pour vous si vous entrez sans délai dans le fonds Eolien France Léonidas XI, le précédent avait été clos en 6 semaines* ». Merci la France et à ses consommateurs, vive l'Europe écolo !

Il serait dommage de s'arrêter à 10 000 euros. Nos amis allemands profitent assez bien de l'opacité des circuits financiers liés aux EnR, l'éolien en particulier, pour «traficoter» à grande échelle grâce aux certificats verts. En décembre 2012, 500 policiers ont investi le siège de la Deutsche Bank à Francfort, interpellé 25 personnes dont le co-président en personne, le directeur financier et les principaux dirigeants du conseil d'administration. L'objet du litige étant une fraude au certificat carbone estimée à 5 milliards d'euros rien que pour l'année 2012 [5]. Grâce aux éoliennes, l'électricité est obligatoirement rachetée au prix fort par le contribuable, les gains étant garantis, les investisseurs ne se gênent pas pour négocier des certificats rachetés par des industriels pollueurs, certificats émis plusieurs fois pour le même équipement (!), non contrôlés ; Les quotas internationaux sont fixés par quelques experts dans les arrières salles des grandes conférences internationales sur le réchauffement climatique.

Les montagnes d'argent à gagner grâce au sauvetage de la planète sont telles, que ce système intéresse les mafias internationales qui verdissent facilement leur argent sale. Le Service de Renseignement et d'Analyse de la Criminalité Organisée vient de produire un rapport en ce sens à l'attention du premier Ministre.

Le vote récent de la loi Brottes par le Parlement, fait disparaître les ZDE, outil indispensable dans la planification et le contrôle du développement de l'éolien industriel. Si tout se passe bien pour le lobby éolien, la disparition du classement ICPE des installations devrait suivre. Ceci va ouvrir un boulevard aux promoteurs, allemands en particulier, l'avenir s'annonçant radieux pour les actionnaires investissant dans le renouvelables sans aucun risque grâce aux subventions publiques. Privatiser les bénéfices et socialiser les pertes reste toujours d'actualité.

Nos écologistes médiatiques et politiques bien-pensants restent étrangement silencieux... pour une fois.

Thierry Levent, écolo-critique amateur.

Bibliographie :

1. *Alternatives économiques*, n° 319 décembre 2012.
2. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/01/09/20002-20130109ARTFIG00615-allema-gne-le-cout-de-la-transition-energetique-critique.php>
3. Comm_edit@sauvonsleclimat.org 12 janvier 2013
4. Thibaut Madelin , *Les Echos*, 28/12/2012.
5. <http://www.economiamatin.fr/les-experts/item/2867-ecologie-certificat-carbon>